

août 2012

**Nous contacter à WIEGO !**

**Courriel :**  
WIEGO

79 JFK Street #32,  
Cambridge, MA 02138 USA

**Tel. :** 617-496-7037

**Fax :** 617-496-2828

**Courriel :**

Karen\_McCabe@hks.harvard.edu  
Julia\_Martin@hks.harvard.edu

**Web :** [www.wiego.org](http://www.wiego.org)

**Les travailleurs à domicile en Amérique latine. Où sont-ils ?**

*WIEGO cherche à connaître les organisations de travailleurs à domicile en Amérique latine et, à cette fin, a engagé une chercheuse/activiste, Laura Morillo, pour les recenser ainsi que les ONG de soutien. A ce jour, la recherche se révèle difficile car, en Amérique latine, les travailleurs à domicile ne sont pas visibles et ne se voient pas forcément comme des travailleurs. Qui plus est, les syndicats ont tendance à les ignorer ou peut-être ne sont pas conscients de leur existence. En septembre, Morillo entreprendra une visite sur le terrain, dans les villes prometteuses en Amérique latine, et se féliciterait de toute information que d'autres OBA, ONG ou activistes pourraient fournir. Veuillez nous écrire à l'adresse [wiego@wiego.org](mailto:wiego@wiego.org).*

*L'IDWN recommandera à ses membres de demander à s'affilier à l'UITA.*

*L'IDWN est en train de confirmer ses adhésions et de recruter de nouveaux membres. Il se prépare à un congrès de fondation en 2013, un congrès qui approuvera une structure démocratique pour de l'IDWN.*

*L'IDWN amorcera avec les structures compétentes de l'UITA des discussions permettant de savoir comment l'IDWN peut s'acquitter de ses fonctions au sein de l'UITA.*

- Comité directeur du Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN)



# Lettre d'Information OBA de WIEGO



Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

## SALUTATIONS AUX AMIS ET COLLÈGUES !

Tout d'abord, WIEGO a le plaisir d'annoncer que la Fédération nationale des syndicats (FENASEIN) est le membre institutionnel le plus récent de WIEGO, et nous tenons à lui souhaiter la bienvenue !

Nous sommes également heureux de vous annoncer ce qui suit :

Travailleurs domestiques du monde, réjouissez-vous! Les [Philippines ont ratifié C189](#), Convention sur le travail décent pour les travailleurs domestiques, devenant ainsi le deuxième pays à le faire après l'Uruguay. Le Sénat a voté pour la Convention, le lundi 6 Août 2012, lors de la session d'après-midi!

Un nouveau guide pratique pour OBA et organisateurs est maintenant disponible sur les sites Web de WIEGO et de Villes inclusives ! Intitulé, [The Only School We Have: Learning from Organizing Experiences Across the Informal Economy](#) (notre seule école : acquis des efforts d'organisation dans l'économie informelle), ce guide pratique s'appuie sur l'Atelier d'échange d'expériences sur l'organisation des OBA, qui s'est tenu à Bangkok en 2011, complété par des informations et des analyses concernant l'économie informelle, les organisations et les efforts d'organisation sur le terrain. De plus, ce guide détaille les expériences d'organisation des travailleurs du secteur informel et propose des informations, des idées oratiques, des stratégies réussies, des anecdotes édifiantes et des ressources utiles aux organisateurs.

Les deux sites Web proposent également [Education Manual on the ILO Home Work Convention \(C177\) and the rights of homeworkers](#). (manuel pour l'éducation à la Convention de l'OIT sur le travail à domicile (C177) et aux droits des travailleurs à domicile). Conçu pour encourager la discussion au sujet des travailleurs à domicile et de leurs droits en tant que travailleurs, ce manuel veut aussi faire prendre conscience de la C177, surtout de son importance pour les travailleurs à domicile dans chaque pays, inciter ces derniers ainsi que leurs partisans à faire en sorte que cette convention soit entérinée dans la loi nationale de leur propre pays, et favoriser le renforcement des organisations des travailleurs à domicile afin qu'ils puissent continuer à lutter pour leurs droits.

## Renforcer la présence des OBA au sein du Réseau international des travailleurs domestiques (IDWN) : une discussion au niveau du Comité directeur, à Genève, le 14 mai 2012.

Elizabeth Tang, coordonnatrice internationale, IDWN

Le Comité directeur du Réseau international des travailleurs domestiques du Comité directeur (IDWN) s'est réuni trois fois depuis l'adoption de la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques le 16 juin 2011. Lors des deux premières réunions, il a été décidé de faire de l'IDWN une organisation mondiale, solide et durable, des travailleurs domestiques. Réuni à nouveau à Genève (mai 2012), en marge de la Conférence de l'UITA sur les femmes et le 16e Congrès de l'UITA, le Comité directeur et les participants ont mis en commun les expériences acquises au cours du processus de formalisation des adhésions dans leurs régions respectives.

L'une des nombreuses questions difficiles qui ont été abordées lors des discussions porte sur la définition d'« organisation basée sur les adhérents » (OBA), le principal critère d'adhésion à l'IDWN, comme le reconnaît le Comité directeur, question soulevée lorsque les réseaux locaux et nationaux des travailleurs domestiques ont amorcé le dialogue avec les coordonnateurs régionaux de

l'IDWN. Ces réseaux fonctionnent ordinairement dans une région ou un pays grâce aux bons offices d'un organe de coordination, composés souvent de personnes qui n'ont pas été élues selon un ensemble défini de règles. D'ailleurs, parmi les organisations de travailleurs domestiques membres de ces réseaux, certaines sont des OBA, d'autres ne le sont pas et d'autres encore sont des syndicats qui organisent des travailleurs dans des secteurs de plus divers, y compris les travailleurs domestiques, qui peuvent appuyer l'organisation de ces derniers, grâce aux ressources générées de la totalité des membres, et qui sont pour la plupart affiliés à l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA).

Cette question reflète la nature complexe des organisations de travailleurs domestiques dans différentes parties du monde. Cette complexité s'explique par le fait que les travailleurs domestiques ont depuis longtemps l'habitude de s'organiser eux-mêmes, qu'ils pouvaient s'y prendre

quand personne ne leur prêtait attention et qu'il en résulte des organisations de types des plus divers. Si l'objectif de l'IDWN est de devenir une véritable organisation des travailleurs domestiques, il doit être une OBA et rien d'autre. A cet égard, les programmes d'éducation et de formation sont particulièrement importants. Grâce à eux, l'IDWN peut aider ces organisations à élaborer des stratégies et des programmes pour renforcer le leadership des femmes et asseoir des structures démocratiques et durables.

Par ailleurs, le Comité directeur a pris une décision stratégique consistant à prendre les mesures permettant à l'IDWN de devenir une partie intégrante de la structure UITA (voir l'encadré).

Il est à espérer que, grâce à la double affiliation des organisations membres, la croissance de l'IDWN contribuera au renforcement de l'UITA et vice-versa, une synergie qui conduira au renforcement du mouvement syndical mondial.



Vendeurs de rue du centre-ville de Rio (ci-dessus) et Porto Alegre (ci-dessous) écrivent lettres de revendications  
Photos par StreetNet International



« Nous demandons à la municipalité de respecter dans un premier temps les lois en place. Par exemple, la loi exige qu'il y ait deux avis avant toute amende et que la notification soit faite en personne afin que le travailleur puisse comprendre en quoi il y a irrégularité. Elle exige également que, si la marchandise est confisquée, la police doit fournir une preuve écrite de telle sorte que le travailleur peut récupérer ses biens. Rien de tel ne se passe ici, à Rio. »

Maria do Carmen Santos, du Forum de Rio



Vendeurs de rue à Rio sur le Rio +20 mobilisation avec StreetNet président Oscar Silva  
Photo par StreetNet International

« Nos moyens de subsistance sont à risque parce que nous faisons face à des menaces systématique de la part des autorités publiques, à la négligence, à des préjugés et à des obstacles persistants. Nous ne pouvons que conclure que les pouvoirs publics cherchent à mettre fin au commerce informel dans la ville et à privatiser de nombreux espaces publics existants. »

Premier cahier de revendications du Forum municipal de Porto Alegre, 29 mai 2012

## Villes de classe mondiale pour tous : renforcer au niveau municipal les forums des vendeurs de rue au Brésil

Nora Wintour, Coordinatrice de Campagnes de StreetNet

Depuis mars 2012, la campagne que mène StreetNet International au Brésil au nom des Villes de classe mondiale pour tous a vu mettre en œuvre, en coopération avec le United Workers' Centre (CUT), une série de programmes de formation dans certaines des villes où se jouera la Coupe du monde 2014. Ces programmes font suite à un [exercice de cartographie](#) initial à l'issue duquel plus de 80 organisations de vendeurs ont été recensés dans 10 des 12 villes hôtes.

Comme ces organisations sont relativement fragmentées et de portée locale, StreetNet travaille depuis à établir des structures de coordination municipales, ou des forums de vendeurs, afin de renforcer la capacité de formuler des revendications et des structures représentatives à l'échelle de la municipalité. A ce jour, des programmes de formation ont été offerts à Rio de Janeiro et à Porto Alegre, qui, dans les deux cas, ont mené à la création d'un forum municipal et à la décision de tenir des réunions de consultation régulières. A Porto Alegre, le forum a rassemblé sept organisations représentant un large éventail de commerce informel, y compris celle des vendeurs ambu-

lants de nourriture et de boissons, le marché de l'économie sociale, le marché afro-brésilien ethnique, le marché artisanal, le grand centre commercial populaire à Porto Alegre de même que les organisations représentant les vendeurs qui déménageront au nouveau centre commercial à Canoas, dans la zone métropolitaine de Porto Alegre.

Dans son cahier de revendication, le premier, le forum présente les problèmes clés recensés en mai 2012 dans chacune des zones de marché de la ville. Bien que les points critiques varient selon que les vendeurs travaillent à l'intérieur du centre commercial populaire officiel ou dans des environnements de plein moins réglementés, le cahier souligne en premier le traitement discriminatoire et injuste de la part des autorités publiques (voir citation dans l'encadré).

A Rio, le forum des vendeurs a été créé le 8 mai 2012. Depuis, il a fait parvenir à la [municipalité de Rio une lettre de revendications](#) prônant la mise en œuvre de la loi 1876/1972, qui réglemente le commerce de rue.

En particulier, la lettre appelle à la mise en œuvre des dispositions de la

loi en vertu desquelles toutes les décisions des autorités publiques relativement à la vente ambulante doivent faire l'objet de discussion avec un représentant de la commission des vendeurs de rue.

[StreetNet, en collaboration avec le CUT et le Gaspar Garcia Centre for Human Rights, a également écrit à la FIFA](#), la Fédération internationale de football association, pour faire des recommandations concernant la vente ambulante au cours de la Coupe du Monde. Plutôt que d'imposer des zones d'exclusion autour des stades et les parcs de stationnement des fans, StreetNet plaide en faveur des politiques inclusives qui permettraient aux organisations représentatives des vendeurs de rue de travailler dans les zones désignées et d'y vendre des produits locaux ainsi que des aliments et des boissons traditionnels.

StreetNet a maintenant l'intention d'écrire à toutes les villes hôtes pour appeler à des politiques inclusives qui tiendront compte des moyens de subsistance des vendeurs de rue et au marché.

## OBA en vedette : LDFC

En janvier 2010, la [Ligue pour les droits de la femme congolaise \(LDFC\)](#) a ouvert à son siège social un Centre de formation des femmes dans les métiers, appelé YA MISALA BASI / LEADERSHIP DES FEMMES. L'objectif du Centre est de former des femmes pauvres et non instruites ainsi que des mères adolescentes qui ne fréquentent pas l'école. Les élèves ou apprenties apprennent les métiers de la coupe, de la couture et de l'esthétique. Elles suivent également des cours d'économie domestique qui leur permettent d'apprendre à accomplir les tâches ménagères et d'acquies les aptitudes à la vie en général. Les femmes profitent aussi de la sensibilisation, des notions de droits, de l'information sur la pandémie du VIH/sida et les infections sexuellement transmissibles, ainsi que d'autres informations relatives à leur environnement.

La LDFC possède également parmi ses membres 32 hectares de champs à

environ 55 km de la ville de Kinshasa. Les récoltes sont vendues aux membres de la LDFC à un prix inférieur et, après la vente des produits, les femmes remettent une part des fonds à la LDFC pour assurer ses opérations. Les produits récoltés sont le maïs, le manioc, la pomme de terre poudreuse, les aubergines, les poivrons, entre autres.

En sa qualité de promotrice de l'avancement, de la protection et de la défense des droits des femmes et des filles, la LDFC mène sous le thème « Non à la banalisation de la violence sexuelle contre les femmes et les filles » une campagne de sensibilisation avec le soutien du Centre d'étude et de coopération Internationale (CECI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Fort de soutien financier de la RCN Justice & Démocratie, une ONG internationale belge œuvrant pour les droits humains en République démocratique du Congo, la LDFC a signé un

contrat de partenariat qui lui permettra d'offrir jusqu'en juillet 2013 le programme Justice locale en République démocratique du Congo. L'objectif de ce programme, qui profite les garçons comme les filles, est de vulgariser les notions de droits et d'approfondir avec les autorités le dialogue qui avait commencé en août 2011 et qui vise également le forum Bibliothèque de la LDFC sur la violence sexuelle dans le district de Mont-Amba (Lemba, Ngaba, Matete et Kinshasa Limete).

Dans le cadre de la campagne Nouvelle manifeste, lancée par StreetNet International en 2010, la LDFC a aidé à faciliter la collecte de données sur les besoins des travailleurs. A ce jour, la LDFC a mené des enquêtes sur les vendeurs de rue, les vendeurs au

*Suite à la page suivante*



Photo par LDFC, utilisée dans [The Only School We Have](#) (p.51)



Photos de la deuxième journée de l'Atelier stratégique mondial à Pune, en Inde (de haut en bas)

Photos par l'Alliance mondiale des ramasseurs de déchets



Photo prise lors de la visite du système de gestion intégrée et décentralisée des déchets solides (GDS), une partie de l'Atelier stratégique mondial à Pune, en Inde

Photo par Leslie Vryenhoek

Suite de la page antérieure

marché et les récupérateurs, entres autres travailleurs du secteur informel, a produit une liste des besoins exprimés par les vendeurs dans leurs

## Les travailleurs du secteur informel ont besoin de protection : projet de droit WIEGO

Les travailleurs du secteurs informel n'ont que peu ou pas de protection juridique ou de sécurité sociale. Il en est ainsi, car bon nombre de lois et règlements en vigueur ne prennent pas en compte leurs besoins et ont souvent pour effet le harcèlement et même la criminalisation de leur travail. Dès lors, les luttes de travailleurs du secteur informel consistent le plus souvent à se défendre contre les lois et règlements défavorables ou à se battre pour les changer. C'est dans ce contexte que s'inscrit une action prioritaire de WIEGO concernant le droit et l'informalité. De concert avec les OBA partenaires, WIEGO est actuellement engagé dans un projet de recherche

### Atelier stratégique mondial des récupérateurs

Du 27 au 29 avril, les récupérateurs provenant de plus de 20 pays en Asie, Afrique, Amérique latine et Europe ont participé à l'atelier stratégique mondial à Pune, en Inde. Cet atelier, qui a été organisé par le [KKPKP](#), le syndicat des récupérateurs de Pune, et [Swatch](#) (une coperative autonome de récupérateurs) au nom de l'Alliance mondiale des ramasseurs de déchets, a reçu l'appui de [WIEGO](#) et du projet [Ville Inclusive](#). L'atelier a permis aux participants de se pencher en commun sur les défis et solutions, de même que de formuler de nouvelles idées, aidés, lors des discussions, par les alliés et partisans issus des rangs de [GAIA](#), [WASTE](#) y [MIT](#).

Pour préparer le terrain des discussions à propos de l'intégration des récupérateurs dans les systèmes municipaux, les participants à l'atelier ont fait une visite guidée du système de gestion intégrée et décentralisée des déchets solides (GDS), le système en place dans la municipalité de Pune, où ils ont vu au travail les récupérateurs organisés par le [KKPKP](#). En vertu d'un contrat entre la municipalité de Pune et [SWaCH](#), les travailleurs font du porte-à-porte, le tri et l'élimination des déchets ainsi que le compostage. Les participants ont également visité une usine de biogaz.

Lors de la tournée, les échanges et discussions ont porté pour l'essentiel les différents modèles d'intégration et ce qui fonctionne dans des différents

réponses au questionnaire et a organisé une Journée de sensibilisation et d'information sur la campagne Nouvelle manifeste.

visant trois pays (Ghana, Pérou et Thaïlande). Objectif : analyser les lois qui affectent les différents groupes de travailleurs informels, faire état de leurs luttes juridiques et autonomiser les travailleurs informels, notamment les femmes, de manière à ce qu'ils puissent amener les autorités à adopter de nouvelles lois ou à mettre en œuvre les lois déjà adoptées.

Lors d'un récent atelier tenu à Bangalore, en Inde, les membres des équipes chargés du projet dans les pays respectifs ainsi que leurs homologues chez WIEGO, les coordonnateurs du projet et les avocats indiens Roopa Madhav et Kamala Sankaran, se sont réunis

cas. En examinant les menaces à leurs moeys de subsistance, les récupérateur se sont accordés pour dire que les plus grandes menaces dans tous les continents sont la privatisation des déchets (c'est-à-dire l'accès et, son corollaire, le passage progressif vers des incinérateurs et des usines de conversion énergétique) et la corruption des pouvoirs publics. D'autres défis qui reviennent souvent sont la nécessité de s'appuyer sur des intermédiaires plutôt que de vendre directement à l'industrie, la baisse des prix, le manque d'équipements adéquats et le manque d'espace de travail.

Du côté des solutions, les discussions ont porté sur la nécessité de reconnaître les récupérateurs et de les intégrer dans les systèmes de gestion des déchets solides. Pour ce faire, les récupérateurs doivent se doter d'organisations démocratiques, améliorer les relations, notamment avec les organismes municipaux, bénéficier de recherches adéquates pour fonder les arguments en faveur de l'inclusion et jouer d'une visibilité plus grande pour accomplir le travail important qu'est la collecte de déchets. Comme il arrive souvent, certaines discussions parmi les plus importantes ont eu lieu de manière informelle alors que les récupérateurs de différents pays échangeaient des vues et tissaient des liens.

Il est clairement ressorti de l'atelier qu'il y a besoin d'accroître la commu-

Lire l'entretien avec Angélique Kipulo Katani, secrétaire générale de la LDFC, à la page 51 dans [The Only School We Have](#).

pour échanger des informations et développer des idées quant à la voie à suivre. Deux choses étaient très claires, à savoir que l'accès à la protection au moyen de la loi est d'une importance capitale pour les travailleurs du secteur informel, toutes catégories confondues, et que, de ce fait, WIEGO devrait faire porter davantage son action et ses activités sur le droit et l'informalité.

Vous êtes invités à visiter le [microsite Droit et informalité de WIEGO](#), qui, nous l'espérons, se développera pour devenir un vivier de ressources précieuses pour les OBA, les chercheurs, les défenseurs de droits et les praticiens du droit sympathiques.

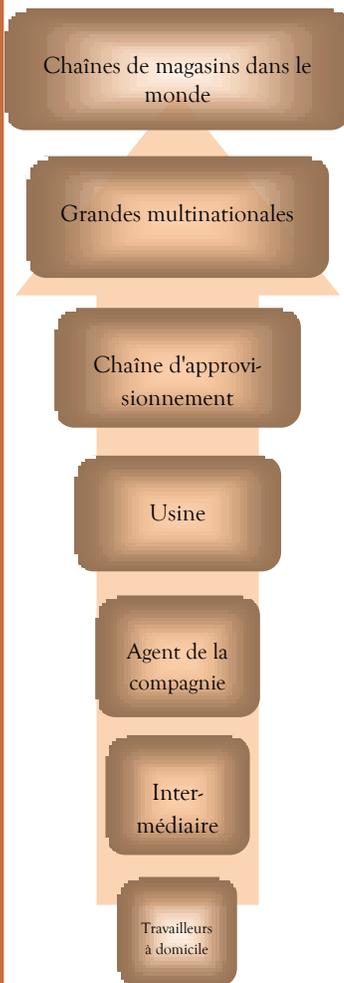
nication et le partage des connaissances au niveau mondial et au sein des groupes locaux, afin que les récupérateurs puissent bénéficier des expériences des uns des autres tout en renforçant le sentiment de solidarité internationale. Lors de la séance de clôture de l'Alliance mondiale des ramasseurs de déchets, laquelle fut centrée sur les orientations futures, une définition claire de l'Alliance a fait jour, à savoir qu'elle se veut une base de connaissances et un outil pour faciliter l'intégration des récupérateurs dans une profession reconnue dans le monde entier comme étant vitale. Toutefois, comme il a été souligné, bien que l'Alliance mondiale doive servir de force unificatrice, le plaidoyer et l'action continueront à avoir pour visée les organisations locales, nationales et régionales.

Après l'atelier, de nombreux représentants internationaux ont participé au défilé de la Fête du travail, le 1er mai, et la Municipalité de Pune en a profité pour décerner un prix à [SWaCH](#) et annoncer qu'elle ouvrira à quinze autres quartiers le contrat signé avec [SWaCH](#) dans le cadre du système intégré « sans déchet ».

Lire le [rapport complet de l'atelier, avec des liens à des présentations](#).

« C'était bien de tout savoir sur la chaîne d'approvisionnement, de savoir surtout, grâce à Internet, que nos produits sont vendus dans les magasins de renommée mondiale. »

Sana Hakeem, acteur dans le secteur Bonneterie, Confection, Textile à Karachi



« Les travailleurs à domicile doivent figurer dans les statistiques nationales, adéquatement, et être reconnus comme travailleurs dans le droit du travail du pays, de sorte qu'ils puissent bénéficier de la protection sur les plans social, économique et juridique. Ils ont besoin de soutien sous diverses formes — information, connaissances, renforcement des capacités — pour développer des contacts, présenter des problèmes, défendre leurs intérêts, concevoir et commercialiser leurs produits, etc. Ce sont là autant de domaines où la force organisationnelle est nécessaire tout comme les efforts permettant de renforcer les travailleurs à domicile, de créer des liens et des réseaux, de renforcer des capacités et de plaider. »

— Ume Laila, directrice exécutive de HomeNet Pakistan

## Atelier : Comprendre la chaîne d'approvisionnement des travailleurs à domicile au Pakistan

En avril 2012, [HomeNet Pakistan](#), [HomeNet del Sur de Asia](#) et WIEGO ont organisé un atelier de mise en commun et d'apprentissage pour mieux comprendre les chaînes d'approvisionnement à Lahore, au Pakistan. Plus précisément, l'atelier avait un double objectif, à savoir entamer la phase pilote d'un projet de cartographie, axé sur un échantillon de chaînes d'approvisionnement, et trouver des réponses précises aux questions suivantes : (1) De quelles chaînes d'approvisionnement les membres de HomeNet sont-ils parties prenantes ? (2) Quels services et autres soutiens les affiliées d'HomeNet offrent-elles à leurs membres, travailleurs à domicile ? Les réponses à ces questions devront permettre de cerner les lacunes dans les informations recueillies précédemment et de planifier d'autres travaux de recherche que les membres de HomeNet Pakistan et les travailleurs à domicile pourraient entreprendre pour mieux comprendre les chaînes d'approvisionnement dont ils participent.

Une **chaîne d'approvisionnement** (voir la barre à gauche) est un système d'organisations — entités, personnes, technologie, activités, informations et ressources — mis en œuvre pour acheminer un produit ou service, du fournisseur au client. Les chaînes d'approvisionnement peuvent être courtes ou longues, nationales, régionales ou internationales. Les activités d'une chaîne d'approvisionnement vont de la transformation des ressources naturelles, des matières premières et des composants en produit fini et livré au client final.

La **cartographie d'une chaîne d'approvisionnement** consiste à examiner les étapes suivies dans la production d'un produit et son acheminement aux clients finaux, en gardant à l'esprit la marge ajoutée à toutes les étapes. L'objet de cet examen est de savoir combien de travailleurs à domicile sont associés à des chaînes d'approvisionnement, lesquelles et si ces derniers travaillent à leur propre compte ou sont rémunérés à la pièce.

Participant à un exercice de cartographie de la chaîne d'approvisionnement, des groupes de travailleurs à domicile ont reconstitué les étapes que suivent leurs produits, depuis l'achat ou la création de matériaux jusqu'à l'emplacement du marché final. Dans certains cas, de grandes organisations bien connues sont des destinataires finaux des produits fournis par les participants par le truchement des intermédiaires.

Les groupes ont également participé à des exercices visant à leur faire gagner en confiance, à traiter des griefs de manière stratégique et à mettre en évidence les ressources et stratégies qu'ils pourraient utiliser pour amener les chaînes d'approvisionnement à améliorer les conditions de travail et les salaires. Les participants ont discuté des différents types de travailleurs à domicile et de l'importance de fonder une organisation ou de devenir membre d'un syndicat ou d'une association si l'on veut revaloriser le travail et les salaires.

D'autres discussions ont porté, par exemple, la [Déclaration de Kath-](#)

[mandu](#), les problèmes que rencontrent les travailleurs à domicile en général et, en particulier, au Pakistan, et le [code de base de l'Ethical Trading Initiative \(ETI\)](#) tel qu'il s'applique aux travailleurs à domicile.

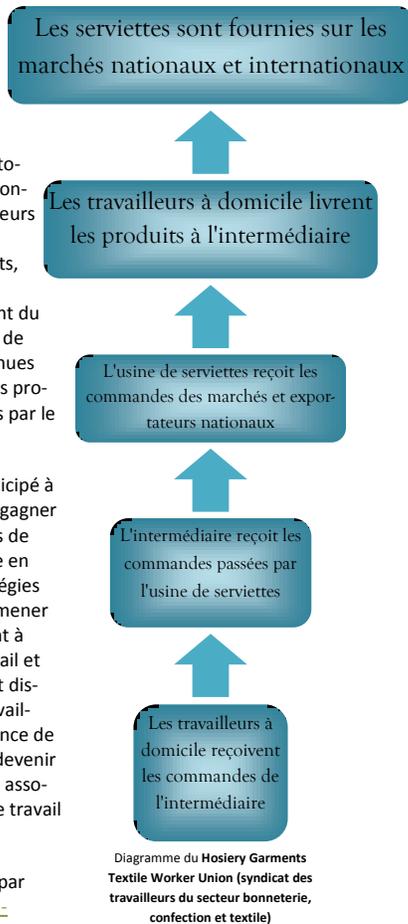


Diagramme du [Hosiery Garments Textile Worker Union](#) (syndicat des travailleurs du secteur bonneterie, confection et textile)

## Les travailleurs à domicile dans le Sud-Est de l'Europe s'organisent

En mars 2012, HomeNet Sud-Est de l'Europe a vu le jour, lors d'une conférence à Sofia, en Bulgarie. WIEGO et HomeNet Asie du Sud y ont participé, et leurs équipes respectives ont fait partager l'expérience des efforts d'organisation des travailleurs à domicile dans différentes parties du monde. WIEGO appuie l'Association des travailleurs à domicile (AHW) en Bulgarie, une OBA de 40 000 membres, afin qu'elle puisse élargir son action à d'autres pays du Sud-Est de l'Europe et dresser l'état des lieux, c'est-à-dire recenser les travailleurs à domicile, savoir où ils sont situés, ce

qu'ils font, s'ils ont des conduits vers les marchés mondiaux, s'ils sont organisés, et comment. Grâce à cette action de proximité, l'organisation des travailleurs à domicile se poursuit dans plusieurs pays de la région et le réseau informel HomeNet Sud-Est de l'Europe a été mis en place.

L'AHW, avec l'appui des syndicats, a réussi à faire ratifier la [C177](#) par le gouvernement bulgare et modifier le Code du travail afin qu'il tienne compte des travailleurs à domicile, sous-traitants auprès d'une entre-

prise ou au travers d'un intermédiaire. Récemment, l'Albanie et la Macédoine ont ratifié la Convention. Il est donc très important pour les travailleurs à domicile dans ces pays de s'organiser afin de pousser les gouvernements à adopter et à mettre en œuvre des lois protectrices. L'AHW aide aussi les travailleurs autonomes à domicile dans les pays de la région et, en juin, a organisé une foire à Rousse, au nord de la Bulgarie, où les produits des travailleurs à domicile de nombreux pays ont été exposés.